

RWANDA

Point de situation - B Delage, D. Rin
31 mai 1994

Sur le plan militaire, le Front patriotique rwandais (FPR) a pris l'avantage sur les forces armées rwandaises (FAR). A Kigali, celles-ci ne contrôlent plus que quelques secteurs et pourraient céder dans les prochaines heures. La pression du FPR, qui contrôle maintenant la moitié du pays, s'accroît également sur Gitarama, ville où siège le gouvernement intérimaire. L'avancée des forces rebelles pousse près d'un million de personnes (selon le HCR) vers les frontières burundaise et zaïroise.

Les Nations Unies ont réussi à organiser des discussions entre l'armée rwandaise et le FPR, à Kigali, qui ont conduit à un accord d'évacuation des civils de la capitale. Mais aucun accord n'est intervenu sur le cessez-le-feu, le FPR voulant, d'évidence, poursuivre les combats jusqu'à la défaite totale des FAR et imposer ensuite sa solution politique. Il n'y a donc guère à attendre de la reprise des pourparlers le 2 juin.

Sur le plan diplomatique, le Kenya (poussé par les Etats-Unis qui veulent éviter que Mobutu ne revienne sur le devant de la scène) a proposé la tenue d'un sommet régional, le 6 juin à Nairobi, réunissant le Zaïre, la Tanzanie, et l'Ouganda. Les chefs d'Etat concernés auraient accepté, mais sans enthousiasme, de s'y rendre.

A New York, l'ONU rencontre toujours des difficultés pour constituer la MINUAR (5500 hommes). Le Sénégal, le Zimbabwe, le Ghana et l'Ethiopie ont accepté d'envoyer des soldats mais il faut les équiper (la France "offre" 20 camions à l'ONU pour 0.3 MF l'unité). Il manque encore 1100 hommes pour compléter cette force des Nations Unies.

A Genève, la commission des Droits de l'Homme a nommé un rapporteur spécial sur les massacres au Rwanda, l'Ivoirien Dégni-Ségui.

Enfin, l'aide humanitaire de la France au Rwanda s'élève, depuis le 6 avril, à 32 MF.